



## Conseil économique et social

Distr. générale  
16 mai 2011  
Français  
Original : anglais

---

### Session de fond de 2011

Genève, 4-29 juillet 2011

Point 2 b) de l'ordre du jour provisoire\*

**Débat de haut niveau : examen ministériel annuel**

### **Déclaration de Friends of Africa International, une organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social**

Le Secrétaire général a reçu la déclaration qui suit, qui est distribuée conformément aux paragraphes 30 et 31 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

---

\* E/2011/100.



## Déclaration\*

Le deuxième des objectifs du Millénaire pour le développement vise à assurer l'éducation primaire pour tous. La cible 2.A consiste à donner, d'ici à 2015, à tous les enfants, garçons et filles, partout dans le monde, les moyens d'achever un cycle complet d'études primaires. L'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) a noté les nombreuses façons dont la conjoncture mondiale récente, en particulier les conflits et la crise financière, a fait obstacle à la réalisation du deuxième objectif du Millénaire, notamment pour les filles. De fait, il a été reconnu dans le Cadre d'action de Dakar que les conflits étaient le principal obstacle à la réalisation de l'objectif de l'éducation pour tous. Organisation dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social, Friends of Africa International (FAI) souhaiterait saisir l'occasion qui se présente pour attirer l'attention sur les disparités entre les sexes en matière de fréquentation scolaire qui continuent de défavoriser les filles, en particulier pendant et après les conflits.

Il est indiqué dans le Rapport mondial de suivi sur l'éducation pour tous de l'UNESCO (2011) qu'être de sexe féminin et pauvre et vivre dans un pays en proie à un conflit sont trois des risques les plus importants de déscolarisation des enfants. L'UNESCO estime en outre que 40 % des enfants non scolarisés en âge d'aller à l'école primaire vivent dans des régions touchées par des conflits (c'est notamment le cas des filles). Il a été observé que les contraintes et traditions sociales et culturelles intensifient la discrimination fondée sur le sexe pendant et après les conflits. FAI considère donc qu'en remédiant directement aux structures sociales qui empêchent les filles d'aller à l'école, il sera possible de surmonter les inégalités entre les sexes, en particulier en période de conflit. L'Afrique est la région la plus durement touchée par ce phénomène en raison du nombre élevé de conflits civils qui ont éclaté au cours des dernières décennies. Depuis 1980, 28 pays d'Afrique subsaharienne ont fait l'expérience de la guerre. En 2008, d'après des données des Nations Unies, environ un enfant sur quatre n'allait pas à l'école primaire dans la région. L'aggravation de la pauvreté, des maladies et de la malnutrition contraignent les enfants à travailler ou à rester chez eux. Il arrive souvent que les écoliers soient conscrits ou recrutés comme soldats. De nombreuses filles ou femmes étant victimes de la violence sexuelle, aller à l'école présente des risques. D'après TransAfrica Forum, en 2005, la parité des sexes dans l'enseignement primaire n'a été réalisée que dans 14 des 40 pays d'Afrique subsaharienne évalués. Les budgets nationaux sont principalement affectés aux moyens de guerre, et ignorent en grande partie l'éducation. FAI estime qu'il est possible de remédier aux disparités entre les sexes en matière de fréquentation scolaire pendant et après les conflits en évaluant les besoins éducatifs des enfants selon une approche tenant compte de l'égalité des sexes.

FAI contribue à faire évoluer cette situation en mettant en œuvre des projets qui renforcent le pouvoir d'action des jeunes Africains, notamment des jeunes femmes, en dispensant l'éducation et la formation nécessaires pour défendre véritablement les droits de l'homme et la démocratie à l'échelle locale et en soulignant constamment l'importance de l'intégration d'une démarche soucieuse de l'égalité des sexes dans la reconstruction et le développement de toutes les sociétés.

---

\* La présente déclaration n'a pas été revue par les services d'édition.

Assurer l'éducation primaire universelle est essentielle pour parvenir à la paix, à la stabilité sociale et à la prospérité économique dans l'ensemble du continent.

Concrètement, les filles et les femmes constituent une partie importante, unique et précieuse du capital intellectuel et de la main-d'œuvre. Investir en faveur de l'éducation des filles n'est pas seulement dans leur intérêt économique car elles constituent environ la moitié de la population mondiale. Assurer l'éducation des filles aussi bien que des garçons profitera à l'humanité.

---